

C'était une chose pénible que d'avoir au timon des affaires un parti politique qui trahissait ses promesses.

Je signalerai spécialement cette phrase à l'honorable ministre des Travaux publics. Plus tard, le même journal publie le compte rendu d'une assemblée tenue à Lacombe, le 27 juin 1911, au cours de laquelle l'association des cultivateurs unis de l'Alberta a présenté à celui qui remplit, aujourd'hui, la fonction de premier ministre un mémoire dont ce journal dit:

Ils ont aussi demandé que le remaniement de la carte électorale s'opérât avant les prochaines élections générales.

Le très honorable premier ministre a fait la même réponse à cette députation. A moins que l'honorable premier ministre ne soit prêt à abandonner chacune des promesses qu'il a faites au cours de cette tournée dans l'Ouest, tout comme il n'a tenu aucun compte de l'attitude qu'il avait prise sur la question navale, j'exprime l'opinion qu'il devrait accepter favorablement la proposition soumise par l'honorable représentant d'Assiniboia (M. Turriff). Quoi que puisse faire le premier ministre à cet égard, quelle que soit l'attitude qu'il prenne à l'endroit des promesses qu'il a faites à la population de l'Ouest lors de ce voyage, quant à moi, je me propose d'appuyer cette proposition.

De la même façon et en ma qualité de Canadien, pour les motifs énoncés par les autres membres de la gauche qui ont débattu cette question, j'ai l'intention de m'opposer à ce que ce projet de loi soit lu une seconde fois. A mon sens, il n'existe pas de raison plus forte d'en agir ainsi que celle qui se rattache au fait que le très honorable premier ministre, en abandonnant sa première attitude, a divisé l'opinion publique alors qu'elle se trouvait unie sur ce grave problème. Il a divisé l'opinion publique non seulement au Canada, mais encore dans la Grande-Bretagne. Qu'on me permette de faire allusion à une grande assemblée d'ouvriers récemment tenue à Londres. On peut lire ce qui suit dans la lettre du correspondant spécial du "Globe", à Londres, à la date du 15 février 1913, et qui se rapporte à la conférence du parti ouvrier:

La conférence du parti ouvrier a été une réunion excessivement intéressante; elle a été tenue à Lambeth Baths, l'un des centres industriels les plus importants de Londres. Cette conférence est un corps d'une composition particulière, se composant de membres du parti ouvrier indépendant, du parti ouvrier parlementaire, des unions et des conseils ouvriers et de la Fabian Society. Il y a nécessairement, dans des circonstances semblables, de grandes divergences d'opinions, mais, malgré cela, il se produisit une unanimité inaccoutumée dans le cas des procédures qui ont duré trois jours, et le désir de l'unité

et d'une entente plus complète avec le parti libéral fut spécialement marqué.

M. G. H. Roberts, le député ouvrier de Norwick, présidait et, au cours du discours qu'il a prononcé, en sa qualité de président, il a fait l'allusion suivante à l'offre du premier ministre Borden de navires de guerre à la mère patrie:

"Les commentaires vont leur train au sujet de l'offre du Canada de fournir à ce pays trois navires de guerre. Mais un don qui ajoute grandement aux dépenses que nous supportons annuellement peut être critiqué. Si l'on accepte l'assurance du Gouvernement que nos forces de défense sont suffisantes et efficaces, on doit avouer que ces trois navires dépasseraient même nos besoins. De plus, accorder aux colonies la représentation au comité de la défense impériale, serait une nouveauté dont des conséquences pourraient être très sérieuses et cette question devrait faire l'objet d'une enquête approfondie. En combattant des armements inutiles et arrogants et qui absorbent des richesses dont on a un si grand besoin ailleurs, nous pourrions nous rendre le témoignage consolant que la paix future, le bonheur et le bien-être de millions d'êtres humains dépendant, en grande partie, de nos efforts.

Ceci représente assez fidèlement l'attitude du parti ouvrier et les sentiments du parti libéral sur cette question.

Il est donc de toute évidence que l'honorable premier ministre, en adoptant cette politique, a semé la division dans l'opinion publique, non seulement au Canada, mais aussi dans la Grande-Bretagne. En agissant ainsi, il a porté un coup fatal à la cause de l'unité impériale que lui et ses amis prétendent avoir tant à cœur.

J'ai déjà dit qu'à titre de Canadien, je combattrais l'adoption de ce bill. J'ajoute que je le combats également à titre de libéral. Pour parler ainsi, je m'appuie sur l'autorité du très honorable Winston Churchill, premier lord de l'amirauté, qui, dans un discours à ses commettants, il y a quelques années, disait:

A mon sens, un libéral est un homme qui doit agir comme un frein opposé aux projets extravagants. C'est un homme qui doit garder son sang-froid en présence de l'effervescence chauvine. C'est un homme qui croit que la confiance entre nations engendre la sécurité et que pour avoir la sécurité, il peut être animé d'un esprit de paix et de bonne volonté. Par-dessus tout, je crois qu'un libéral est un homme qui doit regarder d'un mauvais oeil les fabricants de paniques de toutes catégories et de tous calibres quelque distingués et ridicules qu'ils soient—bien des fois les plus distingués sont les plus ridicules,—qu'il s'agisse d'une panique sur terre, sur mer ou dans les airs.

Dans cette déclaration du premier lord de l'amirauté, il y a un beau sentiment noblement exprimé:

Pour avoir la sécurité, il faut être animé d'un esprit de paix et de bonne volonté.

C'est dans cet esprit, monsieur l'Orateur, que la politique navale canadienne a été